



HAL
open science

LE NATIONALISME ARAGONAIS DE CHUNTA ARAGONESISTA (CHA)

Michel Martínez

► **To cite this version:**

Michel Martínez. LE NATIONALISME ARAGONAIS DE CHUNTA ARAGONESISTA (CHA). Pandora : Revue d'études hispaniques, 2012. hal-02061205

HAL Id: hal-02061205

<https://hal.science/hal-02061205>

Submitted on 7 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE NATIONALISME ARAGONAIS DE *CHUNTA ARAGONESISTA* (CHA)

Michel MARTÍNEZ PÉREZ¹

Université Toulouse 1 – Capitole

RÉSUMÉ :

Les fondements du discours du « nationalisme aragonais » légitiment l'existence d'une « nation aragonaise » par l'Histoire médiévale du Royaume d'Aragon et ses institutions politiques et juridiques. Dans le contexte des nationalismes contemporains en Espagne, il existe aujourd'hui en Aragon un parti politique qui se dit « nationaliste aragonais » et qui défend « l'autodétermination de la nation aragonaise » au sein d'un État espagnol fédéral. Il s'agit de *Chunta Aragonesista* (CHA) dont le membre le plus célèbre, José Antonio Labordeta, disparu en septembre 2010, a été député au *Congreso de los Diputados* de Madrid pendant deux législatures (2000-2004 et 2004-2008).

ABSTRACT:

The foundations of the discourse of Aragonese Nationalism that legitimize the existence of an Aragonese Nation are based on the Medieval history of the Kingdom of Aragon and its political and legal institutions. In the context of contemporary nationalism in Spain, there is now in Aragon a political party defining itself as Aragonese nationalist and defends "the self-governance of the Aragonese nation" within a federal Spanish state. The article examines Aragonese nationalism and the *Chunta Aragonesista* (CHA) party whose most famous member, José Antonio Labordeta, was deputy in the 'Federal' *Congreso de los Diputados* in Madrid for two mandates (2000-2004 and 2004-2008).

¹ Nation ; nationalisme ; Aragon ; Catalogne ; Espagne contemporaine ; politiques linguistiques ; sociolinguistique.
michel.martinezperez@gmail.com

Le terme « nationalisme » est probablement l'un des plus vagues, l'un des plus difficiles à cerner du lexique politique. L'ambiguïté du terme est la conséquence de la polysémie du mot « nation » dont il découle. Comme le formula Ernest Renan en 1882, « qu'est-ce qu'une nation ? ». Nous pouvons à notre tour nous demander, qu'est le nationalisme ? Ou plus exactement, qu'est-ce que le nationalisme aragonais que préconise *Chunta Aragonesista* (CHA)? Qu'entendent les nationalistes aragonais par « nationalisme » ? Quelle est son origine, sa tradition ?

D'après la Déclaration de Cracovie du 8 juin 1944, nous devrions distinguer le nationalisme d'un État-nation de celui d'une nation sans État². Or, en France, paradigme de l'État-nation, nous avons tendance à nier la condition de nation aux territoires, peuples, pays qui ne disposent pas d'un cadre étatique –qu'ils aspirent à s'en doter ou non. Cette particularité française pourrait expliquer pourquoi dans notre pays le terme « nationalisme » est généralement connoté à droite, voire à l'extrême-droite de l'échiquier politique³. Par ailleurs, le nationalisme des États-nations est plutôt associé aux nationalismes identitaires, belliqueux –agressifs ou défensifs–, à l'impérialisme, au colonialisme, à la guerre. Pourtant, les définitions de « nationalisme » que nous trouvons dans des ouvrages de référence pour le grand public français font bien mention des deux sensibilités du terme.

Dans la définition de l'*Encyclopaedia Universalis*, on s'aperçoit aussi que lorsque « nationalisme » est synonyme d'« autonomisme », l'indépendance de la nation revendiquée est nécessairement le but ultime de cette lutte nationaliste. Or, certains États ont choisi des formules –fédérales ou confédérales notamment– où l'autonomie maximale d'un territoire ne remet pas en cause les frontières d'un État. Ainsi, les revendications autonomistes ne sont pas (toujours et même en général) synonymes de volonté indépendantiste. Peut-on alors les qualifier de « nationalistes » ?

² P. Sabourin, *Les nationalismes européens*, Que sais-je ?, PUF, p.4-5 : « Face à la renaissance des phénomènes nationaux auxquels on assiste aujourd'hui dans toute l'Europe, une distinction nette doit être introduite entre l'affirmation du fait national comme expression d'une identité collective et de résistance à l'oppression, et le néonationalisme qui se présente comme idéologie exclusive de l'intérêt national, y compris dans une forme agressive, annexionniste –et même raciste ».

³ Cf. définition du terme « nationalisme » dans l'*Encyclopaedia Universalis* (1999): « péjorativement employé pour stigmatiser des certaines formes outrancières de patriotisme, devenant alors synonyme de chauvinisme. Il peut encore désigner les revendications d'un peuple assujéti aspirant à l'indépendance (les nationalismes polonais, irlandais etc. Il peut enfin servir d'étiquette et de profession de foi à certaines écoles et à certains groupements qui, affirmant la primauté dans l'ordre politique de la défense des valeurs nationales et des intérêts nationaux, sont généralement classés à droite ou à l'extrême droite de l'opinion politique (les nationalismes barrésien, maurrassien, etc.». Dans *Le Grand Robert de la langue française*, les termes « fasciste » et « autonomiste » sont proposés parmi les synonymes, ce qui montre le grand écart sémantique dont nous parlions quant à la définition de ce terme.

S'ajoute à cela un second problème lexical. En effet, en Europe, on parle de « Comité des Régions », de « régions européennes », et donc de « régionalisme », souvent, pour parler par exemple de la question catalane, basque, écossaise ou flamande. Cette acceptation du terme « régionalisme » dont font preuve les nationalismes consolidés au sein de l'Union Européenne (UE) répond peut-être aussi à une volonté très pragmatique pour eux de se défaire de la connotation péjorative du terme « nationalisme » plutôt associé en Europe à celui de l'État-nation. La différence entre les termes « région/régionalisme » et « nation/nationalisme » semble purement lexicale. Ces termes sont souvent indistinctement utilisés, bien que, en réalité, leur usage en dise long sur la perception du territoire revendiqué. Mais en Espagne, les termes de « région » et de « régionalisme » sont, au contraire, généralement employés pour désigner des mouvements modérés, conservateurs ayant des revendications *a minima*.

Ainsi, à la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque les différents mouvements régionaux de renouveau culturel (*Renaixença* en Catalogne, *Rexurdimento* en Galice...) évoluent vers l'organisation politique, ceux-ci se proclament « régionalistes » car ils considèrent que le territoire revendiqué est une « région » et leur langue « régionale » (*Lliga regionalista* (1901) en Catalogne, *Unión Regionalista Aragonesa* (1914) en Aragon). La « nation », quant à elle, reste associée à l'État ; elle reste donc espagnole. L'évolution vers l'idée de « nation culturelle » ou de « nationalité » prend un certain temps, le même qu'il faut aux premières organisations régionalistes issues de la bourgeoisie pour laisser place à d'autres forces politiques –progressistes et ouvriéristes– qui se qualifient de « nationalistes » sans toutefois aller jusqu'à revendiquer l'indépendance. Est-ce une contradiction ? Les autonomistes cessent-ils d'être « nationalistes » dès lors qu'ils ne réclament pas l'indépendance de leur pays ou de leur région ? Deviennent-ils alors simplement « régionalistes » ? Y a-t-il un décalage culturel par rapport à la perception de ces différents termes selon les régions et les pays dans lesquels nous nous trouvons ?

Afin de tenter de répondre à ces questions, nous ferons en premier lieu un bref rappel historique, politique et juridique de l'Aragon. Ensuite, nous nous pencherons sur l'émergence du nationalisme aragonais dès le bas Moyen-Âge et l'époque moderne et comment l'Histoire est utilisée afin de justifier ce propos nationaliste. Finalement,

nous étudierons la naissance du parti politique *Chunta Aragonesista* (CHA) dans le contexte consolidé de l'État espagnol des autonomies.

Rappel historique

L'Aragon est à l'aube du premier millénaire un comté pyrénéen ; le nom lui vient du principal torrent qui le traverse. Il s'agit d'un pur produit de la résistance aux occupants musulmans et de la (re)conquête chrétienne (d'abord avec l'aide des Francs) de la péninsule ibérique. L'Aragon gagne du terrain vers le sud et devient, avec la Castille, l'un des plus puissants royaumes ibériques, notamment grâce à l'union dynastique en 1137 avec les comtés catalans. Cette association donne naissance à une « Couronne d'Aragon » relativement puissante puisqu'elle colonise pratiquement toute la Méditerranée occidentale (Valence, Majorque, Murcie, Sardaigne, Naples...). Pour l'Aragon, encadré entre la Castille, la Navarre, la France et les comtés catalans, cette alliance est stratégique puisqu'elle offre une issue maritime à l'embouchure de l'Èbre. L'absence de frontières naturelles –et même linguistiques– entre l'Aragon et la Catalogne n'empêche pas la consolidation d'une frontière politique stable dès l'an 1300 pour l'ensemble du territoire aragonais. L'Aragon tel qu'on le connaît aujourd'hui a donc plus de sept cents ans d'existence.

Les rois d'Aragon, également comtes de Barcelone, sont les garants de l'indépendance de cette « Couronne d'Aragon » et les souverains de chacun des royaumes qui l'intègrent. Le monarque est d'ailleurs souvent le seul point commun entre ces territoires. La Chancellerie royale est l'organe commun de la Couronne et les trois langues officielles (aragonais, catalan et latin) montrent le caractère trilingue de la Couronne –ainsi que du royaume d'Aragon dont toute la moitié orientale est à l'époque, de langue catalane. Ensuite, chacun des États de la Couronne d'Aragon a ses propres institutions, ses *fueros*, sa justice, son code civil... Il s'agit bien d'une confédération avant la lettre. Ainsi l'Aragon se dote-t-il d'une *Diputación del General* (*Generalitat* en Catalogne et à Valence), de Cortès, d'un *Justicia* (sorte d'Ombudsman) et d'une recompilation de tous ses *fueros*, la *Compilatio Maior* de Vidal de Canellas, l'évêque de Huesca, dès le XIII^{ème} siècle.

Le bilan de l'union entre la Catalogne et l'Aragon est plutôt positif si l'on tient compte des conquêtes territoriales et de la grandeur de la civilisation aragono-catalane notamment à la Cour de Valence au XV^{ème} siècle. Néanmoins, la supériorité démographique et économique de la Catalogne sur l'Aragon effrite le bon voisinage alors que l'assimilation de la langue aragonaise à la langue castillane permet un rapprochement entre l'Aragon et la Castille, et ce, malgré les guerres entre les deux royaumes au XIV^{ème} siècle. Ainsi, en 1412, lors du Compromis de Caspe, au moment de décider de l'héritier du trône aragonais, les Aragonais et les Valenciens choisissent majoritairement un candidat castillan issu de la dynastie des Trastamare, contre la volonté des Catalans. Un demi-siècle plus tard, en 1469, l'union dynastique du Trastamare Ferdinand d'Aragon avec Isabelle de Castille apparaît comme une évidence.

L'union dynastique aragono-castillane est néanmoins différente de l'aragono-catalane. Au début, le principe confédéral et d'égal à égal qui avait régi l'union entre l'Aragon et la Catalogne semble se produire aussi entre l'Aragon et la Castille. Ainsi les deux Couronnes restent-elles indépendantes et leurs institutions ne fusionnent en aucun cas. Le slogan « *Tanto monta, monta tanto Isabel como Fernando* » des Rois Catholiques a fait recette même si son sens a été quelque peu détourné. Mais très vite, la supériorité démographique et économique de la Castille, amplifiée par la conquête des Amériques (interdite aux ressortissants aragonais) se fait ressentir. A la fin du XVI^{ème} siècle, en 1591, a lieu la décapitation à Saragosse du *Justicia* aux mains des troupes castillanes de Philippe II qui suspend de fait l'autonomie aragonaise. Mais c'est l'avènement des Bourbons au trône d'Espagne –contre la volonté des Aragonais et des Catalans– qui marque véritablement la fin de l'autonomie politique et juridique de l'ancienne Couronne d'Aragon et son assimilation à la Couronne d'Espagne construite sur le modèle castillan comme le prouvent les Décrets de Nueva Planta (1707-1716). Avec la disparition politique de l'Aragon, s'organise peu à peu ce que l'on pourrait qualifier de timide résistance au sein des élites aragonaises. Celle-ci s'était déjà manifestée au XV^{ème} siècle dans la *Corónica de Aragón* de Gauberto Fabricio de Vagad (1499) qui est reprise par les premiers chroniqueurs Jerónimo Zurita et Jerónimo de Blancas, clairement aragonésistes et anti-castillans. La *Corónica* de Vagad, une commande des députés aragonais de plus en plus déboussolés par la dissolution aragonaise dans la Couronne hispanique, est :

una apasionada defensa del Reino de Aragón, de su antigüedad y de la excelencia de su sistema político, sumergida por lo que la crítica llamó, en términos algo anacrónicos, una auténtica 'fiebre nacionalista' ⁴».

Emergence du nationalisme et justification par l'Histoire

L'Histoire de l'Aragon permet donc d'élaborer un discours nationaliste à défaut de pouvoir le fonder sur une langue différenciée. Comme le dit Hagen Schulze :

L'histoire jouait un rôle presque aussi important que la langue dans la constitution d'une Nation populaire : elle représentait le destin commun qui avait uni ce peuple depuis les tous débuts de la tradition et enserrait la Nation d'un lien indestructible⁵.

D'après la médiéviste spécialiste du monde hispanique, Adeline Rucquoi, les premières manifestations proto-nationalistes aragonaises ont lieu dès le XIV^{ème} siècle⁶, une période historique qui connaît en Aragon deux aspects qui méritent notre attention. Le premier est linguistique. Le XIV^{ème} siècle marque en effet le début de la castillanisation linguistique des élites urbaines aragonaises et le début d'un rapprochement de la Couronne de Castille, au moment même où les combats et les conflits guerriers aragono-castillans sont particulièrement vifs, un paradoxe qui en dit long. Le second élément est que cette construction nationale primitive ne se fait pas contre les Castillans, pourtant ennemis, mais bien contre les Catalans, prétendument associés mais de plus en plus encombrants et perçus comme colonisateurs. Le sentiment national aragonais naît donc par affirmation contre un ennemi commun variable au fil des décennies. La nationalité aragonaise, quant à elle, se définit soit par rapport au territoire (naissance en Aragon), soit par le sang (avoir des parents aragonais). Comme le souligne Fausto Garasa,

⁴ S. Hirel-Wouts, «Cristalización del sentimiento identitario aragonés» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.47.

⁵ H. Schulze, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1996, p.189-190.

⁶ A. Rucquoi, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Editions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1993, p.343 : « La faveur marquée par la plupart des souverains à la Catalogne, qui les poussa à mener une politique profitable aux intérêts des villes côtières, puis les tentatives des Catalans de transformer l'Aragon en un marché pour leurs produits au lendemain de la Peste noire suscitérent une violente réaction des Aragonais : le « sentiment national » aragonais, qui fit son apparition au milieu du XIV^{ème} siècle, ne se créa pas contre les Castillans –en dépit de la récurrence des conflits militaires– mais en réponse à la politique hégémonique des Catalans. L'« Union » de la noblesse en 1283 peut être considérée comme l'une des premières manifestations de ce nationalisme, mais c'est en réaction contre le projet d'un espace économique ouvert, qui aurait essentiellement profité aux Catalans, que l'Aragon installa vers 1360-1370 une ligne de douanes, délimitant ainsi son territoire et alimentant sa propre fiscalité ; en 1367, les Cortes ordonnèrent au *Justicia* de n'adouber que des nobles aragonais et non *alterius nationis* ; en 1412, les Cortes interdirent que les Aragonais fussent jugés hors de leur pays ; en 1461, enfin, fut donnée une définition de la « nationalité » aragonaise.

*Para gozar de la calidad de natural del reino y en el caso en que no se tratase de súbditos a la vez hijos de padres aragoneses y nacidos en Aragón, el ius sanguinis (naturaleza ligada a la sangre y a los vínculos familiares) podía pues substituirse al feudal ius soli y viceversa*⁷.

La nationalité aragonaise est en outre requise pour les postes clefs dès les Cortès de Saragosse de l'an 1300 « *Quod officiales Aragonum sint de Aragonia* ».

La perte de la langue vernaculaire à partir du XIV^{ème} siècle a pu poser un problème à la revendication nationale aragonaise mais elle permet d'illustrer par ailleurs le processus de substitution linguistique, culturelle, politique et de conscience nationale au profit de la Castille qu'a connu l'Aragon. En revanche, l'existence d'un territoire, uni dès 1300 par le roi Jacques II, et l'Histoire de royaume indépendant pendant presque sept siècles, librement fédéré aux territoires voisins, permettent de légitimer un discours historiciste de l'Aragon. Comme le dit Bernard Guenée :

Dès qu'elle prend conscience d'elle-même, une nation veut justifier son présent par son passé. Rien ne lui prouve mieux son existence que son histoire. En un sens, ce sont les historiens qui créent les nations. Il n'y a pas de nation sans histoire nationale⁸.

Cette cristallisation du passé national aragonais se fait donc à partir du XVI^{ème} siècle, alors que l'entité « Aragon » commence à être menacée par l'ensemble hispanique, à travers des *Chroniques* qui ont pour ambition de ne pas oublier l'Histoire de l'Aragon mais surtout de la perpétuer pour les générations futures. Comme le disent Encarna Jarque et José Antonio Salas:

*dejar constancia para tiempos futuros de los hitos más importantes del pasado aragonés en un momento en el que la monarquía se había hecho múltiple y podía engullir las identidades particulares en un todo homogéneo*⁹.

A l'époque moderne, l'Aragon, comme d'autres territoires qui ont élaboré des histoires nationales incluant des légendes et des mythes fondateurs, a donc revisité la période médiévale et mythifié le berceau du royaume aragonais¹⁰. Ce mythe de l'origine aragonaise des premiers rois permet aux yeux des élites aragonaises de légitimer une forme de « résistance » face à la Couronne de Castille. La figure de proue de cette résistance est Juan de Lanuza, le *Justicia* d'Aragon, décapité par les

⁷ F. Garasa, « Los fundamentos históricos del sentimiento identitario aragonés : élites y política » dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.76.

⁸ B. Guenée, *L'Occident aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles*, Paris, PUF, 1971, p.123.

⁹ E. Jarque et J.L Salas, « El fuero hace nación: fundamentos de la identidad aragonesa en la Edad moderna » dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.22.

¹⁰ Notamment grâce à la lignée aragonaise des rois du comté de Sobrarbe inventée par Jerónimo de Blancas. Cf Fausto Garasa, p.79: « Los mitos originales como bases organizativas, jurídicas e identitarias fueron también recogidos en los Aragonensium rerum commentarii por el cronista Jerónimo de Blancas, quien no vaciló en inventar una serie de reyes de Sobrarbe ».

troupes castillanes de Philippe II, le 20 décembre 1591 à Saragosse. La figure de *Justicia* était déjà le symbole du Droit aragonais et une particularité aragonaise facteur de différenciation. Sa mort violente en pleine défense de l'indépendance aragonaise face au roi castillan, en fait le martyr de la nation aragonaise, un symbole, un mythe. Comme le signale Sophie Hirel-Wouts¹¹, « *Sobrarbe, los fueros y el Justicia se convierten en raíz, esencia y símbolo de Aragón* ». Jarque et Salas vont plus loin et affirment que les fueros font la nation :

*En el caso del Reino de Aragón de los siglos XVI-XVII eran evidentes varios de los elementos nombrados como constitutivos de la identidad nacional [...]. Entre éstos estaban el territorio, la naturaleza, el poder institucional y su particular forma de gobierno, la memoria del pasado, que incluía una visión mítica del mismo, la construcción histórica de cara al futuro o, con perfiles menos nítidos, la cultura; se trataba en conjunto de una serie de rasgos de marcado carácter diferencial, especialmente en el terreno institucional y político que se amparaban en la fortaleza y especificidad de su derecho*¹².

Après *Nueva Planta* et l'uniformisation de la Couronne hispanique à partir du modèle castillan, la conscience politique, juridique et historique de l'Aragon ne disparaît pas complètement et l'Histoire demeure une caractéristique des premières manifestations identitaires au XVIII^{ème} siècle. Ainsi, Les Lumières aragonais, fins connaisseurs du Droit aragonais, fondent des *Sociedades Económicas de Amigos del País* afin de garder en mémoire l'Histoire de l'Aragon et de veiller aux intérêts aragonais depuis le nouveau centre de pouvoir et de décisions (Madrid), sans toutefois prétendre à une quelconque autonomie ou indépendance. En 1808, le Général Palafox convoque spontanément les Cortès d'Aragon en réponse à l'invasion de Napoléon –il faudra attendre 1983 pour les retrouver ! A la fin du XIX^{ème} siècle, soit deux cents ans après la disparition de l'État aragonais, le régénérationniste Joaquín Costa affirme encore : « *Aragón se define por su derecho* ». Ces épisodes prouvent que le Droit et les institutions du royaume aragonais étaient les piliers du sentiment identitaire, même après annulation des spécificités aragonaises.

La vie politique espagnole est agitée tout au long du XIX^{ème} siècle : crise coloniale, guerres carlistes, Révolution de 1868, Première République, Restauration des Bourbons. La crise de l'État-nation et le Désastre de 1898 favorisent le développement du républicanisme, du fédéralisme et du régénérationnisme. Joaquín Costa, figure de proue de ce dernier mouvement est récupéré par les premiers

¹¹ *Op.Cit.* p.49.

¹² *Op.Cit.* p. 13.

nationalistes aragonais qui voient en lui le premier d'entre eux¹³. En effet, ces trois mouvements constituent d'une certaine façon les embryons du « régionalisme » puis du « nationalisme ». Ainsi, comme le soutient Borja de Riquer, l'échec de la nationalisation de l'État espagnol provoque l'apparition des régionalismes puis des nationalismes alternatifs¹⁴. Nous avons vu que les premiers régionalismes étaient bourgeois et conservateurs. Les nationalismes, eux, sont plus radicaux, progressistes et ouvriéristes.

Pour le nationalisme aragonais, c'est Gaspar Torrente¹⁵, Aragonais de Barcelone, catalanophone et catalaniste radical lui-même qui tente de théoriser sur la nation aragonaise et sur le nationalisme aragonais. Il le fait d'abord autour du parti *Unión Aragonesa* (UA, 1919) puis d'*Estado Aragonés* (EA, 1933). A défaut d'une langue pilier de la nation comme dans le cas catalan, à défaut d'une religion distincte comme dans le cas irlandais, Torrente justifie l'existence du peuple aragonais et de la nation aragonaise par l'Histoire, les *Fueros*, la grandeur et l'indépendance perdues. Torrente est conscient d'être minoritaire en Aragon (d'autant plus qu'il réside à Barcelone¹⁶ et il sait que son discours est discrédité en Aragon pour son mimétisme catalaniste). Mais c'est précisément cette condition (être minoritaire) qui justifie à ses yeux son propos : « réveiller »¹⁷, secouer le peuple aragonais, à ses yeux colonisé par la Castille, afin qu'il reprenne les rênes de son destin. En mai 1936, il est l'instigateur du Congrès autonomiste de Caspe (ville symbole du Compromis et à mi-chemin entre Saragosse et Barcelone). Le 7 juin est rédigé un avant-projet de Statut d'Autonomie pour l'Aragon. Le 15 juillet, il est présenté aux Cortès républicaines en même temps

¹³ Les jeunes nationalistes aragonais de Barcelone répètent souvent dans les pages de leur revue, *El Ebro*, la lettre envoyée par Costa alors qu'il est encore étudiant à Madrid aux autorités compétentes pour protester contre la suppression du blason aragonais sur le drapeau espagnol au profit de celui de la Savoie en honneur d'Amédée de Savoie (1871). Costa dit que le seul drapeau des Aragonais est la « *cuatribarrada* » et qu'il ne faudrait pas s'étonner du désir d'indépendance des Aragonais si le blason venait à disparaître de l'enseigne espagnole.

¹⁴ B. de Riquer i Permanyer, « La débil nacionalización española del siglo XIX », *Historia social*, n°20, otoño 1994, p.113: « *Quizás ya sea hora de que los historiadores españoles empiecen a considerar seriamente que no fueron los nacionalismos periféricos los que destruyeron una supuesta unidad nacional española, sino que al contrario contemplan la posibilidad de que el fracaso del nacionalismo español del siglo XIX, o la crisis de su penetración social, fuese un factor que incluso ayudara al éxito político de los nacionalismos alternativos* ».

¹⁵ E. Julià, *Gaspar Torrente, entre Catalunya i l'Aragó*, Xarxa Cultural, Col·lecció llibres de ponent, Barcelone 1988. Torrente fut l'un des premiers fidèles de Francesc Macià. Fonctionnaire de la Generalitat républicaine, le mimétisme avec le catalanisme républicain radical est souvent flagrant. Ainsi, le parti *Estado Aragonés* (1933) est bien le calque d'*Estat Català* fondé par Macià en 1922.

¹⁶ Ce n'est pas le seul puisque le virage nationaliste du premier régionalisme aragonais s'opère chez les émigrés aragonais de Barcelone et non à Saragosse. Ainsi, en 1919, la section barcelonaise de l'*Unión Regionalista Aragonesa*, créée en 1917, devient *Unión Aragonesa*, grâce aux jeunesses du parti, plus radicales, qui deviennent majoritaires cette année-là.

¹⁷ La consigne des Almogavres « *Desperta ferro!* » est utilisée maintes fois dans les pages de la revue porte-parole de l'UA, *El Ebro*, entre 1917 et 1936. La nostalgie des vaillants soldats aragono-catalans maîtres de la Méditerranée et de la grandeur de la Couronne d'Aragon sont de mise.

que le projet de Statut galicien. Deux jours plus tard le Général Franco et ses hommes se soulèvent en Afrique contre la République. La Guerre civile qui s'ensuit et la dictature franquiste enterrent évidemment toute lutte aragonésiste. Torrente connaît l'exil intérieur.

Dans le tardo-franquisme, néanmoins, on assiste aux premières réémergences d'une conscience aragonaise mais pas forcément régionaliste (en particulier lors de la menace de transvasement de l'Èbre en 1971 qui consolide la perception de colonisation interne de l'Aragon). En 1972, la première revue culturelle aragonaise (antifranquiste et progressiste) *Andalán* (mot aragonais du champ lexical de la terre¹⁸) voit le jour. Autour de ce conglomérat politico-culturel de la résistance anti-franquiste, se constitue en 1976 le *Partido Socialista de Aragón* (PSA), un parti à deux âmes, l'une centraliste, et l'autre plutôt fédéraliste et régionaliste. Cette même année, le PSA, avec d'autres partis et entités civiques, organise la commémoration du 40^{ème} anniversaire du Congrès autonomiste de Caspe auquel assistent plus de 10 000 personnes –bien plus qu'en 1936. Le succès notoire de ce rassemblement en pleine transition démocratique laisse présager que la nouvelle Espagne sera autonome ou ne sera pas. En 1977, lors des premières élections législatives depuis février 1936, le PSA obtient –en coalition avec le *Partido Socialista Popular* (PSP) d'Enrique Tierno Galván, futur maire de Madrid– un député aux Congrès des Députés de Madrid. Il s'agit d'Emilio Gastón, du noyau *Andalán*, futur *Justicia* d'Aragon et de sensibilité aragonésiste (il refuse à plusieurs reprises d'intégrer le groupe parlementaire du PSOE contrairement aux autres partis socialistes de la fédération).

L'Aragon depuis l'avènement de l'Espagne des autonomies

Le 23 avril 1978, jour de la festività de Saint Georges, patron de l'Aragon, l'Aragon devient le troisième territoire espagnol à se constituer en pré-autonomie, juste après les deux principales « nationalités », la Catalogne et le Pays basque¹⁹. Plus de 120 000 Aragonais, soit 10% de la population totale de l'Aragon, défilent ce jour-là

¹⁸ "Zanja abierta para plantar árboles en vez de hacer un hoyo para cada uno."

¹⁹ Ce fait est fréquemment utilisé par les nationalistes aragonais comme un argument pour justifier l'inclusion de l'Aragon parmi les nationalités historiques. Comment expliquer en effet un Statut de régime commun (le même qu'à Murcie, La Rioja... sans tradition autonomiste) pour la première des nationalités (après la Catalogne et le Pays basque, certes, mais avant la Galice, les Canaries, le Pays valencien et même la Navarre) à se constituer en pré-autonomie ?

à Saragosse pour exiger un Statut d'autonomie. Or, la Constitution espagnole élaborée durant cette même période et adoptée par voie référendaire le 6 décembre 1978 établit une distinction entre ce qu'elle qualifie de « régions » et de « nationalités »²⁰. Contrairement à la volonté manifeste des Aragonais –si l'on tient compte du succès du Congrès de Caspe et de la manifestation autonomiste de Saragosse– et à la justification historique –avant-projet de statut d'autonomie présenté aux Cortès républicaines en juillet 1936–, l'Aragon est relégué au groupe des « régions » puisqu'il accède à l'autonomie par la voie de l'article 143 de la Constitution et, de surcroît, en 1982 seulement, soit trois ans après la Catalogne et le Pays basque²¹. La frustration des aragonésistes –les nationalistes les plus radicaux entament même une grève de la faim– et d'une partie non-négligeable des Aragonais, est relativisée par l'euphorie socialiste du début des années 1980. En effet, en octobre 1982, le PSOE obtient la majorité absolue au Congrès des Députés. En 1983, lors des premières élections aragonaises, la fédération aragonaise du PSOE, renflouée par de nombreux ex-PSA dès 1978, connaît le même triomphe. Le premier président aragonais, Santiago Marraco, est ainsi un ex-membre du noyau d'*Andalán*, co-fondateur et secrétaire général du PSA. Les aragonésistes, orphelins d'un parti politique, ont donc bon espoir à ce moment précis que leur ancien secrétaire général va porter l'Aragon vers un Statut plus ambitieux que celui de 1982, jugé injuste, voire indigne, pour un territoire historique comme l'Aragon. Mais il n'en est rien. L'appareil du parti est trop fort et le particularisme aragonais de l'ex-PSA passe inaperçu.

A cette déception grandissante, vient s'ajouter la désillusion vis-à-vis du PSOE, notamment avec la volte-face concernant la permanence de l'Espagne dans l'OTAN (un sujet extrêmement sensible à Saragosse puisque la ville compte à l'époque une base militaire américaine). Face à la dérive social-démocrate voire centriste du PSOE, le contexte politique est finalement favorable à la réorganisation

²⁰ La Constitution consolide en effet une autonomie à deux vitesses, asymétrique: une autonomie rapide pour les « nationalités » (article 151) et une lente pour les « régions » (article 143). Ce sont les termes consacrés dans son article 2 : *“La Constitución se fundamenta en la indisoluble unidad de la Nación española, patria común e indivisible de todos los españoles, y reconoce y garantiza el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas”*.

²¹ Le « *Café para todos* » visant à généraliser l'autonomie à tous les territoires (pour mieux diluer les spécificités basque et catalane) provoque une véritable « fièvre » autonomiste. Les deux principales forces politiques de l'État espagnol de l'époque (UCD et PSOE), inquiétées par la rumeur de coup d'État militaire en raison de ce que la hiérarchie militaire considère le démantèlement de la nation espagnole, décident de limiter la 'voie rapide' aux trois nationalités officielles –Catalogne, Pays basque et Galice– considérant l'article 151 comme le rétablissement des Statuts républicains annulés par le franquisme.

des forces situées à gauche de celui-ci. Ainsi, en 1986, apparaît la coalition *Izquierda Unida* dont fait partie le *Partido Comunista de Aragón* (PCA), fédéré au *Partido Comunista de España* (PCE). La même année, un parti autoproclamé « socialiste, fédéraliste et aragonésiste » voit également le jour ; l'aragonésisme est ici entendu comme « nationalisme aragonais ». Il s'agit d'*Unió(n) Aragonesista – Chunta Aragonesista* (UA-CHA), la version trilingue et contemporaine du parti homonyme de Torrente, au premier tiers du vingtième siècle, dont les militants se réclament.

Caractéristiques d'UA-CHA

UA-CHA naît le 29 juin 1986, date anniversaire des Décrets de *Nueva Planta* (29 juin 1707). La date est symbolique et sciemment choisie car, d'après les nationalistes aragonais, ces décrets du premier roi Bourbon d'Espagne prouvent que le choix des Aragonais pour le candidat Habsbourg lors de la crise de succession fit l'objet de représailles. Ces décrets sanctionnent à leurs yeux la fin de l'existence politique de la nation aragonaise et prouvent qu'elle fut annexée au conglomérat castillano-hispanique *manu militari*.

UA-CHA voit le jour autour de groupes universitaires, culturels et intellectuels de Saragosse et Huesca²². Ceux-ci décident de créer le parti politique auquel ils souhaiteraient accorder leur suffrage car ils se sentent orphelins politiquement depuis la dilution d'un PSA qui s'était lui-même autoproclamé héritier de l'UA et d'EA de Torrente. Ces militants sont socialistes mais ne se reconnaissent pas dans un PSOE qu'ils jugent trop centraliste et libéral d'un point de vue économique²³. Ils sont républicains et fédéralistes, comme les camarades du PCA-IU mais, contrairement à ces derniers –à leurs yeux trop peu attachés aux revendications territoriales–, ils sont « aragonésistes ». Mais pas dans un sens régionaliste et conservateur, presque folklorique, que lui a octroyé le *Partido Aragonés Regionalista* (PAR)²⁴. L'adjectif *aragonesista* d'UA-CHA est pour eux synonyme de « nationaliste aragonais ». Ils voient en l'Aragon une « nation » ibérique trilingue –elle l'a été par le passé, elle peut

²² Nous pensons notamment à la revue *Andalán*, mais aussi à l'association culturelle *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA), créée en 1977 sous le nom de *Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés* (RENA). Celle-ci publie des ouvrages sur l'Histoire de l'Aragon ainsi que sur le nationalisme aragonais du début du XX^{ème} siècle. Autour du *Consello d'a Fabla Aragonesa*, les sympathisants tâchent de doter la langue aragonaise d'un standard écrit en 1987 lors d'un congrès à Huesca et luttent pour la normalisation linguistique de l'Aragon trilingue.

²³ L'abandon du marxisme en 1979 fut polémique.

²⁴ La presse aragonaise réserve cet adjectif aux élus du PAR.

donc le redevenir si le peuple aragonais le souhaite. Cette nation appartient certes à un État, l'espagnol, mais ils souhaitent le réorganiser en république fédérale afin de mieux répondre aux attentes du peuple aragonais. L'unité espagnole –l'adjectif ibérique est préféré– est souhaitable et désirée à condition que les différents membres soient sur un pied d'égalité et non plus soumis à la loi du plus fort, autrement dit sous forme de fédération ou de confédération. Néanmoins, le but ultime du parti n'est autre que « l'autodétermination » du peuple aragonais, compatible au sein d'un État espagnol fédéral ou dans une confédération d'États ibériques, comme « l'État libre de Bavière » en République Fédérale Allemande par exemple.

Toujours d'après ces nationalistes aragonais, la « nation aragonaise » aurait également souffert d'une colonisation intérieure (construction de barrages hydrauliques, de centrales nucléaires...) pour satisfaire les intérêts économiques des 'encombrantes' puissances voisines (surtout les agglomérations barcelonaise, valencienne et madrilène) qui sont également les trois principales destinations réceptrices des masses rurales aragonaises. Car la « colonisation » a aggravé le phénomène européen de l'exode rural et accéléré le dépeuplement de tout le territoire aragonais à l'exception de Saragosse –ville elle-même réceptrice d'une partie de cet exode rural aragonais mais aussi de l'exode des régions de la Vallée de l'Èbre dont Saragosse est la plus grande métropole.

Avec un lexique loin d'être modéré pour un territoire *a priori* bien intégré à l'Espagne (république, autodétermination, fédéralisme, nation aragonaise, peuple aragonais), ce parti né dans un Aragon déjà autonome, montre que le Statut de 1982 est jugé largement insuffisant par une partie non-négligeable des Aragonais. En effet, le succès relatif au milieu des années 1990²⁵ –après les manifestations pour la pleine autonomie de 1992 et 1993 provoquées par une nouvelle menace de transvasement de l'Èbre, le déclin du PSOE au niveau national et, à Saragosse, par la corruption– provoque en 1996 la modification du Statut de 1982 et l'adoption du terme « *nacionalidad* » pour se référer à l'Aragon. En 2003, CHA devient la troisième force politique de l'Aragon, devant les régionalistes conservateurs du PAR, au gouvernement en coalition avec le PP ou le PSOE depuis 1987. Le PSOE, qui gouverne en coalition avec le PAR depuis 1999, préfère néanmoins reconduire un

²⁵ CHA entre aux Cortès d'Aragon en 1995 avec deux députés.

pacte avec les régionalistes (conservateurs) plutôt qu'avec les nationalistes aragonais (pourtant socialistes et proches politiquement du PSOE). En 2007, la coalition PSOE-PAR réforme à nouveau le Statut d'Autonomie de 1996. L'Aragon devient officiellement une « nationalité historique ». Toutes les compétences décentralisées par l'État sont désormais assumées par l'Aragon –hors compétences fiscales, qui restent le patrimoine de la Navarre et du Pays basque. Malgré cela, CHA vote contre ce nouveau Statut de 2007 jugé insuffisant, notamment dans l'approche bilatérale des rapports Aragon/Espagne. Cette décision –entre autres– fait essuyer à la formation un sérieux revers aux élections municipales et autonomiques de mai 2007²⁶. En mars 2008, CHA perd le siège qu'il détenait au Congrès des Députés de Madrid depuis 2000²⁷. L'Aragon avait toujours compté jusque-là au moins un député aragonésiste à Madrid²⁸. Une période de réflexion s'engage donc au sein de CHA. Le 20 novembre 2011, CHA retrouve son siège, cette fois en coalition et au sein du groupe parlementaire d'*Izquierda Unida*. Cette première dans l'histoire des deux partis créés en 1986 –qui ont appelé leur alliance la *Izquierda de Aragón*– est peut-être le début d'une collaboration féconde.

ÉPILOGUE

Le nationalisme aragonais est aujourd'hui représenté par le parti politique *Chunta Aragonesista* (CHA) dont le « nationalisme » repose sur trois piliers.

Il s'agit en premier lieu d'un nationalisme « défensif » d'une « nation culturelle », une « nation sans État » face à un État-nation, l'Espagne, dont l'Aragon est pourtant l'un des royaumes fondateurs. Cet État n'est pas remis en cause –sauf par

²⁶ La débâcle se doit particulièrement aux résultats de la ville de Saragosse, divisés par deux par rapport à 2003. La perte de 40 000 électeurs s'explique par la coalition PSOE-CHA qui a gouverné la capitale aragonaise entre 2003 et 2007. L'adjoint au maire, Antonio Gaspar (CHA), chargé de l'urbanisme avait décidé de rénover le stade de football de la Romareda pour freiner la spéculation immobilière. L'opposition, de droite (PP-PAR) proposait un stade flambant neuf dans les environs de la capitale. Les deux visions de la ville étaient opposées. Les médias (notamment le tout-puissant *Heraldo de Aragón*, proche de la droite) ont beaucoup attaqué la gestion de CHA pour la première fois aux affaires d'une institution de l'envergure de la mairie de Saragosse, (environ 700 000 habitants sur 1 300 000 pour l'ensemble de l'Aragon). Il s'agit de l'expérience gouvernementale la plus importante de CHA jusqu'à aujourd'hui.

²⁷ Le représentant de CHA à Madrid de 2000 à 2008 fut José Antonio Labordeta, auteur-compositeur-interprète, poète, écrivain, disparu en septembre 2010. Républicain, aragonésiste et ibériste, il permit de faire connaître sa formation politique et le nationalisme aragonais à toute l'Espagne. Son décès en septembre 2010 fut très médiatisé dans toute l'Espagne.

²⁸ Les forces aragonésistes, de droite comme de gauche, ont toujours réussi à obtenir des représentants aux Cortès de Madrid entre 1977 et 2008, une singularité aragonaise, uniquement partagée avec les grands nationalismes basque et catalan. En 2008, non seulement Labordeta ne se représentait pas mais la polarisation PSOE-PP de la vie politique espagnole avait atteint son paroxysme au détriment de la pluralité. Le siège de CHA revint au PSOE.

un courant critique minoritaire. Autrement dit, l'indépendance de l'Aragon ne figure pas sur le programme électoral de CHA. L'État espagnol, en revanche, doit être réformé (république fédérale) afin de garantir une totale autonomie (y compris fiscale). Il s'agit d'un « nationalisme » qui pourrait être appelé « régionalisme » en Europe dans la mesure où l'Aragon est une « région d'Europe ». En revanche, en Aragon, le « régionalisme » –entendu comme plus modéré et conservateur– est représenté par une autre formation, le PAR qui, entre 1987 et 2011, a fait partie de tous les exécutifs, parfois même en assumant la présidence du gouvernement aragonais (1987-1991).

L'Histoire constituerait le deuxième pilier. L'Aragon a en effet les éléments historiques qui justifient les revendications actuelles –royaume indépendant pendant sept siècles, union dynastique avec la Castille qui, pour les nationalistes aragonais, devient une annexion par la Castille au nom d'une Espagne à la vision 'pancastillaniste'.

Le troisième pilier est volontariste et républicain. Les personnes vivant en Aragon, quelle que soit leur provenance, sont des Aragonais de plein droit qui devraient avoir la possibilité de fixer leur horizon. « L'autodétermination », entendue comme la plus large autonomie possible, au sein d'un cadre espagnol fédéral est donc de mise.

Les nationalistes de CHA, même s'ils ne sont pas indépendantistes, sont toutefois conscients que le discours nationaliste est minoritaire en Aragon. En revanche, ils n'ignorent pas que les Aragonais sont souvent prêts à défendre leur territoire en cas d'agression extérieure (menaces de transvasement de l'Èbre notamment en 1971, 1993 et 2003) et donc susceptibles de voter pour un parti territorial aragonais (les meilleurs résultats de CHA ont eu lieu en 2003, année de la menace du *Plan Hidrológico Nacional* (PHN) de José María Aznar). Comme au Moyen Âge, selon que l'agression est 'pancatalaniste' ou 'pancastillaniste', les Aragonais expriment un sentiment identitaire « régionaliste » pour un Européen, « nationaliste » pour un Aragonais. Une conscience aragonaise transmise essentiellement par l'Histoire, certes revisitée et mythifiée, comme dans toutes les nations du monde qui ont eu une structure administrative pour enseigner une histoire

« nationale »²⁹, mais qui n'entre pas nécessairement en contradiction avec celle de l'Espagne. Pour une partie minoritaire de ces nationalistes, en revanche, ce nationalisme est différenciateur, ce qui, à notre avis, fait de l'Aragon un territoire charnière entre les nations périphériques et les régions du centre péninsulaire. La situation géographique est donc également géopolitique et illustre le rôle pivot de l'Aragon entre l'Espagne bilingue et l'Espagne monolingue, l'Espagne périphérique et le centre, l'Espagne plurinationale et celle qui a une vision 'pancastillane'. L'Aragon pourrait constituer une véritable synthèse entre ces deux visions de l'Espagne.

BIBLIOGRAPHIE

Aragón. Una identidad tierra adentro, Hispanística XX, Dijon, EUD, 2009.

Chunta Aragonesista, 15 años construyendo el futuro, Aproximación a la historia de CHA (1986-2001), Saragosse, 2001.

Porque ya era hora/Porque ya caleba/Perquè j'acalia, Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista, I Asamblea Nazional (20-21 de diciembre de 1986), Saragosse, 1986.

GUENÉE, Bernard, *L'Occident aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles*, Paris, PUF, 1971.

JULIÀ, Enric, *Gaspar Torrente, entre Catalunya i l'Aragó*, Barcelone, Xarxa cultural, Col·lecció Llibres de Ponent, 1988.

PEIRÓ, Antonio, *El Aragonesismo*, Biblioteca de Cultura Aragonesa n°5, Instituto Fernando el Católico, Saragosse, 2002.

-*Orígenes del nacionalismo aragonés (1908-1923)*, Cuadernos de Cultura Aragonesa n°22/23, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 1996.

-*Gaspar Torrente: Cien años de nacionalismo aragonés*, Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés, Saragosse, 1988.

RUCQUOI, Adeline, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Éditions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1993.

SABOURIN, Paul, *Les nationalismes européens*, Que sais-je ?, PUF, 1996.

SERRANO LACARRA, Carlos et LÓPEZ SUSÍN, José Ignacio, *Historia de la Autonomía de Aragón*, Université de Saragosse et Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 2002.

SCHULZE, Hagen, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1996.

THIESSE, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Éditions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 2001.

²⁹Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Folio Histoire, Paris, 1999, p.11 : « La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver (...) La nation naît d'un postulat ou d'une invention. Mais elle ne vit que par l'adhésion collective à cette fiction. Les tentatives avortées sont légion. Les succès sont les fruits d'un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu'ils sont, leur fait devoir de s'y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif. Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé ; il faut préalablement l'avoir enseigné. La mise au point d'une pédagogie a été le résultat d'observations intéressées sur les expériences menées dans d'autres nations et transposées lorsqu'elles semblaient efficaces ».